

QUÉBEC – Le ministre des Affaires municipales, Pierre Moreau, a rejeté mercredi l'analyse des syndicats qui misent sur une amélioration des marchés pour combler les déficits actuariels des caisses de retraite des employés municipaux.

M. Moreau a fait part de cette position après avoir pris la parole devant des manifestants, qui l'ont hué lorsqu'il a insisté sur l'importance que les déficits passés des régimes de retraite soient épongés.

Lors d'un point de presse, le ministre a rejeté l'analyse des syndicats qui misent sur les marchés pour assurer le plein provisionnement des régimes de retraite.

«Je pense qu'on ne croit pas à ça, a-t-il dit. 2013 est une année où les rendements sont bons mais si on avait des rendements qui étaient moins bons dans le passé, on ne bénéficierait pas des avantages qu'on a obtenus.»

La manifestation rassemblait des milliers de cols bleus, d'employés de sociétés de transport, de policiers et pompiers travaillant dans les villes québécoises.

La Coalition syndicale pour la libre négociation, qui avait organisé l'événement devant l'Assemblée nationale, est opposée à l'intention du gouvernement de légiférer pour régler les déficits des régimes de retraite.

En s'adressant aux syndiqués, M. Moreau a néanmoins répété qu'il présentera un projet de loi afin de baliser la négociation entre les municipalités et leurs employés.

La coalition, qui représente plus de 90 pour cent des employés municipaux québécois, s'oppose à toute législation qui obligerait un partage avec les municipalités des déficits passés à parts égales.

Moreau hué pour son insistance à régler les déficits passés des retraites

Écrit par L'actualité
Mercredi, 21 Mai 2014 20:31 -

Le regroupement fait valoir que des municipalités ont réussi à s'entendre sur les déficits des régimes de retraite dans le cadre de négociation actuel.

Les syndiqués sont d'accord pour négocier afin de stabiliser les régimes de retraite pour les situations présentes et futures mais tablent sur une amélioration des rendements des marchés pour effacer les déficits passés.

Sur une estrade installée devant le parlement, aux côtés des chefs syndicaux, M. Moreau leur a cependant clairement indiqué ses intentions, ce qui lui a valu d'être hué par les manifestants.

«Il y a une chose qui est certaine, c'est que la question des régimes de retraite doit faire l'objet d'un règlement, a-t-il dit. Et ça, ça touche le passé, ça touche le futur, pour assurer la pérennité des régimes.»

Lors d'un échange avec la presse, M. Moreau a évoqué la possibilité d'obliger les parties patronales et syndicales à s'entendre sur les déficits passés.

«Pour le passé, on va devoir trouver un mécanisme pour que le passé soit réglé comme l'avenir», a-t-il dit.

Les syndiqués ont profité de la reprise des travaux parlementaires, marquée mercredi par le discours d'ouverture du premier ministre Philippe Couillard, pour manifester devant le parlement, a déclaré le porte-parole de la coalition, Marc Ranger, en prenant la parole.

«On veut envoyer un message clair à ce nouveau gouvernement, une vague aux couleurs de la coalition, qu'un projet de loi, on n'en veut pas, a-t-il dit. (...) Si éventuellement il y a un projet de loi qui s'attaque à nos droits, on ne sera plus juste 10 000 ici, tous les employés municipaux vont être ici.»

S'adressant aux syndiqués, le président de la Fraternité des policiers de Montréal, Yves

Moreau hué pour son insistance à régler les déficits passés des retraites

Écrit par L'actualité

Mercredi, 21 Mai 2014 20:31 -

Francoeur, a accusé les maires, dont celui de Québec, Régis Labeaume, de faire de la démagogie en présentant les déficits passés des régimes de retraite comme un fardeau à régler immédiatement par les contribuables.

«Si on réglait les régimes de retraite aujourd'hui ça coûterait 1 100 \$ à Montréal par 100 000 \$ d'évaluation, a-t-il dit. Le maire de Québec, si tout le monde devait payer son amphithéâtre à 400 millions \$ aujourd'hui, ça leur coûterait une couple de mille piastres aussi. C'est ça de la démagogie.»

M. Francoeur a soutenu que des maires, comme celui de Montréal, Denis Coderre, ne veulent pas négocier avec les syndicats et attendent l'adoption du projet de loi que le gouvernement veut déposer avant l'été.

«Ils attendent une loi bulldozer pour faire la job pour eux-autres parce qu'ils ne sont pas capables de prendre leurs responsabilités et de négocier de bonne foi», a-t-il dit.

Le député péquiste Alain Therrien a soutenu que les libéraux devraient faire comme le précédent gouvernement péquiste et laisser les parties s'entendre librement concernant la question des déficits passés.

«On veut simplement laisser la chance aux différents intervenants du milieu, aux gens qui vont négocier, de pouvoir trouver des ententes, et c'est à ce moment-là qu'on pourra justement mieux gérer la situation des déficits passés», a-t-il dit lors d'un point de presse.

Cet article [Moreau hué pour son insistance à régler les déficits passés des retraites](#) est apparu en premier sur

[L'actualité](#)

Consultez la source sur Lactualite.com: [Moreau hué pour son insistance à régler les déficits passés des retraites](#)